

Les milieux défavorisés ont besoin de plus de places en CPE ^[1]

Author: Fortier, Marco

Source: Le Devoir

Format: Article

Publication Date: 18 Jun 2021

AVAILABILITY

Access online [FR] ^[2]

EXCERPTS

La Direction régionale de santé publique de Montréal presse le gouvernement Legault de renforcer les centres de la petite enfance (CPE), surtout dans les quartiers défavorisés, pour mettre fin aux « iniquités » qui frappent les enfants les plus vulnérables.

Dans un mémoire présenté jeudi au ministre de la Famille, la Santé publique rappelle que les places en CPE continuent de stagner à Montréal. Le nombre de places dans les garderies privées non subventionnées a explosé sous les gouvernements Charest et Couillard. Ceux-ci ont créé presque huit fois plus de places en milieu privé non subventionné qu'en CPE. Les centres de la petite enfance offrent désormais 29 % des places en service de garde dans l'île, comparativement à 33 % en milieu non subventionné.

La Santé publique de Montréal salue l'engagement du ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, à augmenter de façon importante l'offre de service de garde, mais lance une mise en garde : « Pour assurer le développement optimal des enfants, cet élargissement ne doit cependant pas se faire au détriment de la qualité des services. La solution envisagée à court terme, soit la conversion de places non subventionnées dans les garderies privées en places subventionnées, n'apparaît pas adéquate pour rejoindre les enfants les plus vulnérables », indique le mémoire, rédigé sous la supervision de la directrice de santé publique de Montréal, la Dre Mylène Drouin.

« Malgré la qualité reconnue de nombreuses garderies privées (subventionnées ou non) qui répondent adéquatement aux besoins de différentes clientèles, la DRSP préconise le développement du réseau public de services de garde, précise le document. [...] Le modèle des CPE demeure celui qui réunit le plus de conditions de succès pour réduire les inégalités sociales de santé entre les groupes de la population et celui qui est le mieux équipé pour accompagner le réseau de la santé dans le soutien aux enfants ayant des défis développementaux. »

La fréquentation d'un CPE stimule le développement des tout-petits qui ont les plus grands besoins. La Santé publique de Montréal a déterminé que les enfants de familles à faible revenu ayant fréquenté exclusivement un CPE sont 3,3 fois moins susceptibles d'être vulnérables dans au moins un domaine de leur développement que les enfants n'ayant fréquenté aucun service de garde éducatif.

Les enfants ayant le plus à gagner à fréquenter un CPE sont pourtant ceux qui y ont le moins accès : dans les quartiers les plus défavorisés, on retrouve 2,5 fois moins de places en CPE que dans les quartiers les plus favorisés. Les deux tiers des enfants de familles à faible revenu n'ont ainsi jamais fréquenté un CPE, comparativement à 46 % chez les mieux nantis.

La Santé publique a recommandé à Québec il y a deux ans de créer des places en CPE en priorité dans les quartiers Parc-Extension, Montréal-Nord, Saint-Michel et LaSalle, qui ont les plus grands besoins en services aux tout-petits. Elle recommande aussi que tous les CPE, peu importe leur quartier, soient tenus d'accueillir en priorité les enfants de familles à faible revenu (en plus de la fratrie et des enfants des membres du personnel, comme à l'heure actuelle).

Incidence de la pandémie

Ces recommandations, formulées à l'automne 2019, n'ont pas été suivies en raison de la pandémie qui a frappé six mois plus tard. Mylène Drouin souhaite que le retour à une certaine normalité — et la consultation sur le développement des services de garde lancée par le ministre Lacombe — ouvre la voie à une meilleure répartition des services et à des places de meilleure qualité.

« La pandémie de COVID-19 a rappelé non seulement le caractère essentiel [des services de garde éducatifs] pour le développement des enfants et le travail des parents, mais également l'importance de la qualité des installations des services de garde et du personnel », indique le mémoire de la DRSP de Montréal.

La crise sanitaire a « fragilisé le réseau à plusieurs égards ainsi que les enfants qui les fréquentent ». Les enfants montréalais vivent dans des conditions plus précaires qu'ailleurs au Québec. En 2017, la moitié des enfants montréalais de 0-4 ans vivaient dans des familles d'immigrants ou de résidents non permanents. Ces familles sont susceptibles de mal connaître les services aux tout-petits.

La proportion d'enfants d'âge préscolaire vivant dans des familles sous le seuil de faible revenu est aussi trois fois plus élevée à Montréal que dans l'ensemble du Québec (17 % contre 5 %). La crise du logement risque d'amplifier les difficultés de ces familles vulnérables.

Related link: Mémoire de la Direction régionale de santé publique (DRSP) de Montréal ^[3]

Region: Quebec ^[4]

Tags: equity ^[5]

spaces ^[6]

accessibility ^[7]

public opinion ^[8]

Source URL (modified on 23 Jun 2021): <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/21/06/les-milieux-d%C3%A9favoris%C3%A9s-ont-besoin-de-plus-de-places-en-cpe>

Links

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/21/06/les-milieux-d%C3%A9favoris%C3%A9s-ont-besoin-de-plus-de-places-en-cpe> [2]

<https://www.ledevoir.com/societe/education/611658/la-sante-publique-souhaite-plus-de-places-en-cpe> [3]

<https://childcarecanada.org/documents/research-policy-practice/21/06/mémoire-de-la-direction-régionale-de-santé-publique-drsp-de> [4]

<https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855> [5] <https://childcarecanada.org/category/tags/equity> [6] <https://childcarecanada.org/category/tags/spaces>

[7] <https://childcarecanada.org/category/tags/accessibility> [8] <https://childcarecanada.org/category/tags/public-opinion>